

# RAPPORT 2014 SUR LES DROITS DE L'HOMME GABON

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Gabon est une république dont le gouvernement présidentiel est dominé par le Parti démocratique gabonais (PDG), qui détient le pouvoir depuis 1968. Selon les observateurs, les élections législatives de 2011 ont été généralement libres et équitables, bien que certains partis d'opposition les aient boycottées après avoir déclaré que le gouvernement ne pouvait en assurer la pleine transparence et empêcher des irrégularités de vote. Les candidats du PDG ont remporté 114 des 120 sièges de l'Assemblée nationale. Les autorités ont généralement exercé un contrôle efficace des forces de sécurité.

Les problèmes les plus importants relatifs aux droits de l'homme dans ce pays ont été des conditions carcérales dures, des détentions provisoires prolongées et des homicides rituels.

Au nombre des autres grands problèmes relatifs aux droits de l'homme figuraient : l'usage excessif de la force par la police et le harcèlement et l'extorsion par les forces de police de ressortissants d'autres pays africains et de réfugiés, un appareil judiciaire inefficace soumis à l'influence gouvernementale, la corruption au sein du gouvernement, la violence à l'égard des femmes, la discrimination sociétale envers les femmes, les peuples autochtones et les personnes vivant avec le VIH-sida, la traite des personnes, et le travail forcé des enfants.

L'État a pris certaines mesures pour poursuivre et sanctionner les responsables publics qui s'étaient rendus coupables d'exactions. L'impunité est cependant restée un problème.

### **Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

#### **a. Privation arbitraire ou illégale de la vie**

Aucune exécution arbitraire ou illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée au cours de l'année. Les autorités ont inculpé six agents de police du commissariat de Belle-Vue, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Libreville, pour usage d'une force excessive lors d'une enquête, le 3 juillet. Les six agents ont été accusés d'avoir battu un homme à son domicile et de lui avoir infligé des blessures

ayant provoqué sa mort. Ils ont été arrêtés et suspendus de leurs fonctions, pour être plus tard remis en liberté sous caution. L'enquête sur l'affaire se poursuivait et les agents étaient toujours suspendus à la fin de l'année.

### **b. Disparitions**

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée.

### **c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

Bien que la Constitution interdise la torture et l'infliction de mauvais traitements à toutes les personnes, y inclus aux prisonniers, le personnel des forces de sécurité a parfois eu recours à des traitements cruels et dégradants. En mai, les forces de la police ont arrêté deux étudiants universitaires, Firmin Ollo et Célestin Mintogo, et des agents de police ainsi que des gardiens de prison les auraient battus alors qu'ils étaient en détention.

Selon des rapports émanant de la communauté des immigrants africains, la police et des soldats ont parfois battu des Africains non gabonais qui n'avaient pas de permis de séjour ou de pièces d'identité valides. Au cours de leurs opérations, les autorités ont parfois donné l'ordre à des Africains non gabonais de se déshabiller pour les humilier et leur ont parfois demandé des pots-de-vin. Les réfugiés ont continué de se plaindre d'actes de harcèlement et d'extorsion commis par les forces de sécurité.

Des auteurs d'assassinats rituels ont blessé et tué des enfants (voir la section 6).

### **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions dans les prisons étaient dures et délétères en raison de la piètre qualité de l'alimentation, de l'insuffisance des installations sanitaires, du manque d'aération, du surpeuplement extrême et de la médiocrité des soins médicaux. Les conditions dans les prisons locales et les centres de détention étaient comparables à celles des prisons. Il n'y avait pas d'aménagements spéciaux pour les personnes handicapées incarcérées.

Conditions physiques : Il y avait environ 2 800 prisonniers et détenus à la maison d'arrêt centrale de Libreville, qui avait été construite pour en accueillir 300 seulement et qui était la prison la plus surpeuplée du pays. Aucune donnée n'était

actuellement disponible sur les prisonniers et les détenus dans la plupart du reste du pays, mais des observateurs d'organisations non gouvernementales (ONG) estimaient leur nombre total à 2 000 en 2013. Selon les rapports, le surpeuplement était aussi un problème dans certaines autres prisons. Par exemple, la prison de Tchibanga prison, construite pour 90 détenus, en hébergeait environ 300.

En janvier, à Libreville, deux prisonniers sont décédés de maladies et d'absence de soins médicaux appropriés. Dans certains cas, les détenus en détention provisoire étaient hébergés avec les prisonniers condamnés, les mineurs avec les adultes et les hommes avec les femmes. Les détenus mineurs étaient séparés des adultes dans les prisons de Libreville et de Franceville, et les hommes étaient séparés des femmes à la prison de Tchibanga. Contrairement à 2013, il n'y a pas eu de rapports signalant que des prisonniers adultes se livraient à des abus sexuels sur des prisonniers mineurs. Les détenus avaient un accès limité à un éclairage suffisant et à l'eau potable en quantité suffisante. Du personnel infirmier était disponible sur place pour assurer les soins médicaux de base, mais les dispensaires manquaient souvent de médicaments nécessaires. La gestion de la propagation de maladies infectieuses telles que le sida et la tuberculose était problématique. Des ONG, des membres des familles des détenus et des particuliers ont effectué à l'occasion des contributions pour pallier la piètre qualité des rations alimentaires des détenus.

Administration : Les autorités carcérales ont tenu des registres mais n'ont pas divulgué d'informations sur leur qualité ni sur leur contenu. Les autorités n'ont pas fait appel à des peines de substitution pour les délinquants non violents. Les prisonniers et les détenus étaient autorisés à pratiquer librement leur religion, et des offices catholiques, protestants et musulmans avaient lieu régulièrement dans les prisons. Les visites de membres des familles étaient autorisées dans les prisons aussi bien que les maisons d'arrêt.

Les prisonniers et les détenus avaient le droit de présenter des plaintes écrites aux autorités judiciaires sans exercer de censure et de demander des enquêtes sur des allégations crédibles de conditions inhumaines ; toutefois, aucune plainte de cette nature n'a été présentée au cours de l'année. Selon les observateurs, ceci était probablement dû à l'ignorance du processus ou à un manque de confiance dans son efficacité. Il n'y avait pas de médiateur des prisons ni d'autorité comparable disponible pour répondre aux plaintes des prisonniers.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé une surveillance indépendante des conditions dans les prisons par des organisations de défense des

droits de l'homme, mais certaines d'entre elles ont fait état de difficultés d'accès aux établissements carcéraux. Les ONG locales Arc en Ciel et Cri de Femmes se sont rendues dans des prisons.

Améliorations : Pour traiter le problème du surpeuplement carcéral et pour assurer la conformité des établissements carcéraux aux normes internationales, le gouvernement a poursuivi la construction d'une nouvelle prison conçue pour accueillir 1 400 prisonniers dans un faubourg de Libreville.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions. Les forces de sécurité ont arrêté arbitrairement des étudiants universitaires et des immigrants en situation irrégulière.

#### **Rôle de la police et de l'appareil de sécurité**

La police nationale, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, et la gendarmerie, sous l'autorité du ministère de la Défense, avaient la responsabilité d'appliquer les lois du pays et d'assurer la sécurité publique. Des éléments des forces armées et de la Garde républicaine, unité d'élite chargée de la protection du président, se sont parfois vu confier des fonctions de sécurité nationale. Les autorités civiles ont exercé un contrôle efficace de la police nationale, de la gendarmerie, de la Garde républicaine et de tous les autres services des forces de sécurité, et les pouvoirs publics disposaient de mécanismes pour enquêter sur les cas d'abus et de corruption et pour les sanctionner. L'impunité était néanmoins un problème notable.

Le Bureau de l'Inspecteur général avait la responsabilité d'enquêter sur les abus et la corruption de la police et des forces de sécurité. En septembre 2013, le gouvernement a adopté un code de conduite pour les forces de sécurité afin de prévenir les violations. Le gouvernement a institué en janvier un ministère des Droits de l'homme, qui a fait une priorité de la formation aux droits de l'homme pour le personnel des forces de sécurité.

#### **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

La loi requiert des mandats d'arrêt reposant sur des preuves suffisantes et délivrés

par une autorité compétente, mais les forces de sécurité n'ont pas toujours tenu compte de ces dispositions. La loi permet aux autorités de détenir un suspect en garde à vue jusqu'à 48 heures sans mise en accusation, mais la police a souvent dépassé ce délai. Les autorités n'ont pas toujours informé promptement les détenus des faits qui leur étaient imputés et n'ont pas toujours déposé les accusations rapidement. La mise en liberté conditionnelle était possible après la mise en examen si des compléments d'enquête étaient nécessaires. Les détenus ont été autorisés à avoir promptement des contacts avec des membres de leur famille et accès à un avocat. La loi exige qu'un avocat soit commis d'office aux détenus indigents, mais elle n'a pas toujours été respectée, souvent parce que le gouvernement ne trouvait pas d'avocats disposés à accepter les conditions de paiement proposées pour se charger de ces affaires. Il existait un système de mise en liberté sous caution effectif.

Les autorités n'ont pas détenu de suspects au secret et n'en ont pas assigné à résidence. La détention provisoire est limitée à six mois pour les délits et à un an pour les crimes, des prolongations de six mois pouvant être autorisées par le juge d'instruction. Une loi de 1983 prévoyait la création d'une commission qui serait chargée d'examiner les cas de détention abusive ou excessive et d'accorder des indemnités aux victimes, mais les autorités n'ont pas institué de telle commission. Il n'y a pas eu de rapports indiquant que des détenus auraient émis des plaintes de détention abusive, mais les détenus n'étaient généralement pas au courant de leurs droits et des procédures disponibles pour porter plainte. Au cours de l'année, toutefois, Roger Valère Moussadji a déposé une plainte indiquant que des obstacles administratifs l'avaient empêché d'entamer une action en justice alléguant d'une détention d'une durée ayant dépassé les limites fixées par la loi.

Détention provisoire : La détention provisoire prolongée était commune en raison de la surcharge de travail des tribunaux et de l'inefficacité de l'appareil judiciaire. Les deux tiers des détenus environ étaient en détention provisoire, laquelle durait parfois jusqu'à trois ans. Il y a eu des cas où la durée de la détention a dépassé la peine maximum imposable pour l'infraction alléguée.

#### **e. Déni de procès public et équitable**

La loi prévoit l'indépendance du pouvoir judiciaire, mais cette indépendance n'a été que partielle et n'a été effective que dans certaines affaires. L'appareil judiciaire était inefficace et sujet à l'influence gouvernementale. Le président de la République nomme les juges et peut les destituer par le truchement du ministère du

la Justice dont ceux-ci relèvent. Pour connaître des affaires militaires, le Cabinet du président nomme chaque année un tribunal militaire composé de magistrats et de membres des forces armées de son choix. Cette instance garantit les mêmes droits fondamentaux que les tribunaux civils. À l'extérieur du système judiciaire formel, les différends minimes peuvent être soumis à un chef local traditionnel, notamment en milieu rural, mais le gouvernement n'a pas toujours reconnu ces décisions. La corruption était un problème.

Les autorités ont généralement respecté les décisions des tribunaux.

### **Procédures applicables au déroulement des procès**

La Constitution confère le droit à un procès public et à l'assistance d'un avocat, et le gouvernement a généralement respecté ces droits. Les procès étaient publics mais les dates d'audience ont souvent été repoussées. Un juge peut prononcer immédiatement un verdict de culpabilité à la première audience en cas de procès concernant la sécurité de l'État si les preuves présentées par le gouvernement sont suffisantes. Les accusés sont présumés innocents et ils ont le droit d'être informés dans les plus brefs délais et en détail des accusations portées contre eux lors de leur mise en examen dans un poste de police. Les autorités ont fourni gratuitement des services d'interprétation lorsque des membres du personnel ayant les connaissances linguistiques requises étaient disponibles. Les accusés sont jugés par un groupe de trois magistrats. Ils ont le droit de communiquer avec un avocat de leur choix et de disposer d'un temps et de conditions suffisants pour préparer leur défense. Les accusés économiquement faibles ont le droit d'être défendus, tant en matière civile qu'en matière pénale, par un avocat commis d'office, aux frais de l'État, mais ce droit a rarement été respecté dans la pratique, car les avocats en pratique privée n'acceptaient pas les conditions de rémunération proposées par le gouvernement. Les accusés ont le droit de confronter les témoins à charge, de présenter des témoins ou des éléments de preuve à leur décharge, d'avoir accès aux éléments de preuve à charge détenus par le gouvernement par l'entremise de leur avocat, et d'interjeter appel. Les accusés ne peuvent être obligés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. À l'exception de l'assistance judiciaire gratuite aux accusés économiquement faibles, le gouvernement a généralement respecté ces droits.

### **Prisonniers et détenus politiques**

Aucun cas de prisonniers ou de personnes en détention pour des motifs politiques

n'a été signalé.

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

Les personnes physiques et morales peuvent former des recours en matière civile auprès des tribunaux nationaux en cas de violations des droits de l'homme, pour demander soit des dommages-intérêts soit la cessation des violations, mais cela s'est rarement produit. Il n'y a pas eu de rapports signalant que le gouvernement ne s'était pas conformé aux décisions des tribunaux relatives aux droits de l'homme.

### **Restitution de biens**

Le gouvernement a poursuivi sa pratique de bulldozage de bâtiments, y inclus à usage résidentiel, dont il alléguait qu'ils étaient situés ou empiétaient sur des terrains publics. Il a justifié son intervention en disant que les bâtiments illicites proches des conduites d'adduction des services publics et de la voie publique faisaient obstacle à la circulation, violaient les règlements sur le zonage et s'opposaient à la construction licite. La destruction de ces bâtiments a laissé un certain nombre d'habitants sans abri. Certains résidents déplacés ont reçu de modestes indemnités, mais les critiques ont accusé les pouvoirs publics de ne pas offrir de logement de remplacement et de ne pas verser d'indemnités appropriées à toutes les personnes expulsées.

### **f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

Ces actions sont interdites par la Constitution et par la loi, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions dans la pratique. Dans le cadre d'enquêtes criminelles, la police a demandé aux juges des mandats de perquisition, qu'elle a obtenus facilement, parfois après coup. Les forces de sécurité ont procédé à des perquisitions sans mandat à la recherche d'immigrants clandestins et de criminels. Les autorités auraient également surveillé les conversations téléphoniques privées, le courrier personnel et les mouvements des citoyens.

## **Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :**

### **a. Liberté d'expression et liberté de la presse**

La liberté d'expression et la liberté de la presse sont garanties par la Constitution et

la loi, et le gouvernement les a généralement respectées, bien qu'il ait suspendu un journal pour « insinuations malveillantes » et « allégations diffamatoires » et un programme de télévision pour « incitation à la haine et à la division ethnique » au cours de l'année.

Liberté de la presse : Les médias indépendants étaient actifs et exprimaient une grande variété d'opinions. Les grands quotidiens étaient affiliés au gouvernement. Quelque 32 hebdomadaires ou mensuels, appartenant à des propriétaires privés, représentaient des points de vue indépendants et ceux de différents partis politiques, mais certains d'entre eux n'ont pas paru régulièrement en raison de contraintes financières. Tous les journaux, y compris ceux qui étaient affiliés au gouvernement, ont critiqué les pouvoirs publics et les dirigeants politiques tant de l'opposition que pro-gouvernementaux. Il y avait dans le pays des médias de radiodiffusion pro-gouvernementaux et de l'opposition, mais la principale station de télévision affiliée à l'opposition n'avait pas les moyens techniques de couvrir l'ensemble du pays. Selon l'ONG Reporters sans frontières, les lois gabonaises n'étaient pas conformes aux normes internationales relatives à la liberté d'expression et à la liberté des médias.

Violence et harcèlement : Contrairement à l'année 2013, il n'a pas été fait état de journalistes arrêtés, emprisonnés ou ayant fait l'objet d'agressions physiques, de harcèlement ou d'intimidation au cours de l'année.

Censure ou restrictions relatives au contenu : La plupart des propriétaires de journaux favorisaient politiquement le gouvernement ou l'opposition. Les journalistes employés par ces journaux se sont parfois autocensurés pour satisfaire les propriétaires.

Lois sur la diffamation/la sûreté nationale : La diffamation peut constituer une infraction criminelle ou civile. Les rédacteurs et les auteurs d'articles jugés diffamatoires par un tribunal sont passibles de peines de prison de deux à six mois et d'une amende de 500 000 à 5 millions de francs CFA (947 à 9 470 dollars É.-U.). Pour la diffamation, la perturbation de l'ordre public et autres infractions, la loi prévoit aussi une suspension de publication d'un à trois mois pour la première infraction et de trois à six mois en cas de récidive. Le Conseil national de la communication (CNC) a préconisé la suppression des sanctions criminelles réprimant la diffamation.

Le CNC a émis cinq avertissements et prononcé une suspension au cours de

l'année. En mai, il a émis des avertissements à l'intention de journaux à tendance favorable à l'opposition (*L'Aube, Le Soleil, La Griffes, Le Scribouillard et Faits Divers*) pour avoir publié des articles sur la nationalité d'acteurs politiques et des images explicites et choquantes d'homicides et d'accidents.

En juin, le CNC a suspendu *Le verbe de Ngomo* pour une période de six mois pour « insinuations tendancieuses et malveillantes, et allégations sans preuves et diffamatoires » après la publication d'un article alléguant que le Président n'était pas gabonais de naissance et que son certificat de naissance avait été falsifié.

### **Liberté d'accès à l'Internet**

Le gouvernement n'a pas limité ni perturbé l'accès à l'Internet, ni censuré le contenu en ligne, et aucun rapport crédible n'a fait état d'une surveillance de communications en ligne exercée par le gouvernement sans autorisation juridique appropriée. Selon l'Union internationale des télécommunications, il avait, en 2013 0,53 abonnement à l'Internet haut débit pour 100 habitants, et 9,2 % de la population utilisaient l'Internet.

### **Liberté d'enseignement et manifestations culturelles**

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

### **b. Liberté de réunion pacifique et d'association pacifique**

Les libertés de réunion et d'association sont garanties par la Constitution et la loi et, en général, les autorités ont respectées le droit d'association pacifique. En revanche, elles n'ont pas toujours respecté le droit de réunion pacifique.

### **Liberté de réunion**

Il n'y a pas eu de rapports indiquant que les autorités n'avaient pas approuvé des permis de réunion publique au cours de l'année, mais certains militants de la société civile ont déclaré qu'ils n'avaient pas présenté de demande d'organisation de réunion publique parce qu'ils s'attendaient à un refus de la part des autorités.

Les forces de sécurité ont eu recours à des tactiques dures pour réprimer certaines manifestations. Par exemple, le 13 septembre, la police a délogé des manifestants

non violents qui avaient établi leur camp devant la cathédrale Sainte-Marie, [à Libreville], détruit leurs abris provisoires et embarqué de force des hommes et des femmes dans des véhicules de police en menaçant de matraquer ceux qui résistaient. Le gouvernement a accusé les manifestants de troubler l'ordre public. Les dirigeants ecclésiastiques ont déclaré que les autorités ne les avaient pas informés à l'avance de l'opération policière et ils l'ont condamnée.

### **c. Liberté de religion**

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du Département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/religiousfreedomreport/](http://www.state.gov/religiousfreedomreport/).

### **d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides**

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circuler à l'intérieur du pays, de voyager à l'étranger, d'émigrer et d'être rapatrié. L'État a généralement respecté ces droits dans les faits.

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile, aux personnes apatrides et autres personnes relevant de la compétence du HCR. Selon le HCR, il n'y avait pas au Gabon de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ni d'apatrides.

Déplacements à l'intérieur du pays : Bien qu'il n'y ait pas eu de restrictions imposées par la loi aux déplacements à l'intérieur du pays, les forces armées, la police et la gendarmerie ont continué d'interpeller les voyageurs à des points de contrôle pour vérifier leur identité, leur lieu de résidence et leurs documents d'immatriculation, et pour leur demander des pots-de-vin.

Voyages à l'étranger : Les réfugiés ont le droit de circuler librement sur le territoire national et d'en sortir à condition d'être munis d'un document de voyage délivré par le HCR et les autorités gabonaises. Ils n'ont pas besoin de visa de sortie, mais certains résidents étrangers sont tenus de se procurer un tel document avant leur sortie du pays. Bien que la loi ne fasse généralement pas de distinction entre le statut juridique et les droits des femmes et des hommes, elle oblige les femmes mariées à obtenir la permission de leur mari pour se faire délivrer un

passport et pour se rendre à l'étranger.

### **Protection des réfugiés**

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés. Selon le HCR, on comptait 1 011 réfugiés et 1 868 demandeurs d'asile dans le pays.

Refoulement : Contrairement à 2013, des membres de la police des frontières auraient forcé une famille originaire de la République centrafricaine à rentrer au Cameroun. La famille est parvenue ultérieurement à atteindre Libreville, où les autorités ont accordé à ses membres le statut de demandeur d'asile. Il n'y avait toutefois pas de politique du gouvernement en vigueur qui imposait la fermeture des frontières du pays aux personnes ayant besoin de protection.

Violations des droits des réfugiés : Malgré les efforts déployés par le gouvernement et le HCR pour réduire la discrimination, des réfugiés ont continué de se plaindre d'actes de harcèlement et d'extorsion commis par les forces de sécurité. Certains membres de ces forces ont harcelé des demandeurs d'asile ou des réfugiés qui travaillaient comme marchands, employés du secteur public et manœuvres et, aux fins de leur extorquer des pots-de-vin, ont refusé de reconnaître la validité des documents détenus par ces personnes. Le Conseil national des réfugiés, organisme gouvernemental, et le HCR ont reconnu la nécessité de dispenser des formations aux forces de sécurité pour faire face à ces problèmes.

Accès aux services de base : La loi prévoit un accès égal des réfugiés aux services publics ; toutefois, des rapports ont signalé que dans certains cas, des employés d'établissements d'enseignement et de soins de santé avaient illégalement exigé des réfugiés le paiement de redevances supplémentaires.

### **Section 3. Respect des droits politiques : droit des citoyens de changer de gouvernement**

La Constitution et la loi garantissent aux citoyens le droit de voter lors d'élections et de changer ainsi de gouvernement. Les citoyens ont participé à des élections présidentielles, législatives et municipales régulières. Des membres de l'opposition ont contesté la régularité du processus électoral. Le parti au pouvoir exerce une domination à tous les niveaux de l'administration gouvernementale depuis près de cinq décennies. Des membres de l'opposition ont prié instamment le gouvernement

de rétablir les limites du nombre de mandats présidentiels, de remplacer le scrutin uninominal à majorité simple actuel par un scrutin à deux tours, de réformer la cour constitutionnelle et de mettre en place un système de scrutin à carte biométrique plus efficace, mesures qui, selon eux, accroîtraient l'impartialité du système électoral.

### **Élections et participation politique**

Élections récentes : Les élections nationales les plus récentes ont été l'élection présidentielle de 2009 et les élections législatives de 2011. Le président Ali Bongo Ondimba a été élu avec 41 % des suffrages. Il succédait à son père, l'ancien président Omar Bongo, décédé en 2009 après 41 ans au pouvoir. Les deux principaux candidats d'opposition ont recueilli chacun environ 25 % des suffrages. Selon les observateurs internationaux, cette élection a été essentiellement libre et équitable, encore qu'elle ait été marquée par des violences post-électorales, des carences notables en matière de respect des droits de l'homme et des accusations d'ingérences politiques dans le processus électoral. Au nombre des irrégularités figuraient des problèmes concernant les listes et les inscriptions des électeurs, l'ouverture tardive de bureaux de vote, des carences dans la garde des urnes et la présence de membres armés des forces de sécurité dans les bureaux de vote ou à proximité. Les autorités ont censuré la couverture médiatique et harcelé des membres de la presse. De nombreux candidats ont contesté les résultats du scrutin, que la Cour constitutionnelle a validés par la suite.

Lors des élections législatives de 2011, le PDG au pouvoir a remporté 114 des 120 sièges de l'Assemblée nationale. Les observateurs régionaux et locaux ont considéré que ces élections avaient été généralement libres et équitables, malgré des irrégularités mineures. Ils ont estimé que le taux d'abstention avait été de 65 %. Les dirigeants de l'opposition et de la société civile qui avaient appelé à un boycott ont revendiqué une victoire morale du fait de cette faible participation électorale. D'autres observateurs ont fait remarquer que les taux d'abstention aux élections législatives étaient généralement élevés, principalement en raison d'un manque d'intérêt.

En 2011, le ministre de l'Intérieur a annoncé la réforme du code électoral et des lois régissant les partis politiques. Les grands changements ont porté, entre autres, sur une réduction de 60 à 30 jours de la période pendant laquelle les listes électorales peuvent être remaniées, et de 15 à 10 jours de la durée de la campagne pour les élections législatives. Des changements ont aussi été apportés à la façon

dont la Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP) opère. La réforme lui donne le pouvoir de prendre des décisions avec un quorum de quatre membres seulement sur un total de huit. Les dirigeants de l'opposition ont critiqué cette réforme, déclarant qu'elle limitait la participation politique car l'opposition ne choisit que trois des huit membres de la CENAP, les cinq autres étant nommés par des représentants des pouvoirs publics ou du PDG.

Les autorités ont introduit et utilisé l'identification biométrique pendant l'établissement des listes électorales en 2013. Les militants de l'opposition et de la société civile ont critiqué le processus de mise en œuvre et l'utilisation limitée du système biométrique lors des élections municipales de décembre 2013. Ils ont également allégué que des politiciens du parti au pouvoir avaient acheté des votes et transporté des électeurs d'autres circonscriptions électorales pour qu'ils votent dans leur circonscription.

Partis politiques et participation à la politique : Le PDG domine le gouvernement depuis sa fondation en 1968 par l'ancien président Omar Bongo. L'appartenance au PDG confère des avantages pour l'obtention de postes dans la fonction publique. En 2011, la loi relative aux partis politiques a été modifiée pour interdire aux dirigeants de partis politiques dissous d'en former un autre ou de siéger au conseil d'administration d'un parti qui existe déjà pendant cinq ans après la dissolution du parti. Cette modification a été apportée un mois après la confirmation de la dissolution de l'UN par le Conseil d'État après que le président de ce parti et ancien ministre de l'Intérieur, André Mba Obame, se soit proclamé président du Gabon en janvier 2011. Pendant l'année, l'UN a continué de demander sans succès aux autorités de lui permettre de se reconstituer. Des membres de l'opposition se sont plaints de la délimitation injuste des circonscriptions électorales, alléguant que la province natale du président disposait d'un nombre disproportionné supérieur de sièges parlementaires par rapport aux autres provinces. Ils ont également allégué que le PDG bénéficiait d'un accès plus large que les autres partis aux ressources de l'État pour les campagnes électorales.

Participation des femmes et des minorités : Les femmes détenaient des postes au gouvernement à tous les niveaux jusqu'au niveau ministériel et dans toutes les branches du gouvernement. Sur les 35 membres du Conseil des ministres, cinq étaient des femmes. Il y avait 18 femmes sur les 120 députés à l'Assemblée nationale et 18 femmes sur 102 sénateurs. Le Sénat et la Cour constitutionnelle étaient présidés par une femme.

Des membres de tous les grands groupes ethniques ont continué à occuper des postes importants au sein de l'administration gouvernementale civile et dans les forces de sécurité. Les populations autochtones, toutefois, ont rarement participé au processus politique.

#### **Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement**

La loi prévoit des sanctions pénales pour réprimer la corruption des fonctionnaires et le gouvernement s'est efforcé d'appliquer les dispositions en vigueur et de réduire l'impunité au cours de l'année. Certains éléments de la police étaient inefficaces et corrompus. Des membres des forces de sécurité demandaient des pots-de-vin, souvent aux passagers de véhicules arrêtés aux points de contrôle routiers légaux pour vérifications de l'immatriculation des véhicules et des pièces d'identité des passagers. Les Indicateurs mondiaux de la gouvernance de 2013 de la Banque mondiale ont indiqué que le problème de la corruption demeurait grave.

Corruption : Le gouvernement a accru ses efforts de réduction de la corruption. La Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI) est l'organisme principal chargé de combattre la corruption des fonctionnaires. Elle est notamment chargée des enquêtes sur les affaires de corruption ainsi que de l'élaboration des politiques et des mesures préventives, y compris de la sensibilisation du public. Dans le cadre de ce mandat, la CNLCEI a généralement fonctionné de manière efficace et indépendante. La Direction générale du contrôle des ressources et des charges publiques est l'organisme chef de file pour les enquêtes sur la corruption au sein de l'administration publique. En septembre, les autorités ont arrêté un membre du bureau politique du PDG et ancien secrétaire général du ministère des Mines et l'ont accusé d'avoir détourné 620 millions de francs CFA (1,2 million de dollars É.-U.) de la caisse d'un comité chargé de la gestion des fonds publics dans la province de Nyanga.

Divulgarion de renseignements financiers : La loi exige des fonctionnaires de niveau exécutif et de ceux qui gèrent des budgets qu'ils divulguent leur situation financière à la CNLCEI dans les trois mois de leur prise de fonctions. La plupart des fonctionnaires visés se sont conformés à cette exigence, mais certains ont tenté de dissimuler des informations. Le gouvernement n'a pas mis ces déclarations à la disposition du public. Des sanctions administratives étaient prévues en cas de non-respect de la loi. Selon la CNLCEI, des mesures d'application de la loi ont été entreprises au cours de l'année, mesures comportant notamment des déductions

allant jusqu'à 100 000 francs CFA (190 dollars É.-U.) par mois du salaire des fonctionnaires délinquants ou, dans les cas graves, un gel de leurs avoirs.

Accès du public à l'information gouvernementale : Aucune loi n'oblige les services gouvernementaux à partager des informations avec le public. Des services distincts peuvent le faire sur demande à cet effet, après évaluation de la sensibilité des informations.

### **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme**

Les associations nationales de défense des droits de l'homme ont, en général, fonctionné sans que les autorités ne limitent leurs activités et elles ont mené des enquêtes et publié leurs conclusions sur des cas relatifs aux droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux ont généralement répondu positivement aux points de vue de ces associations.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le Gabon a institué au cours de l'année un ministère des Droits de l'homme, qui a pour fonctions de coordonner l'action gouvernementale visant à accroître le respect des droits de l'homme, d'organiser des formations aux droits de l'homme pour les fonctionnaires de l'État et de traiter les grands problèmes des droits de l'homme. La Commission nationale des droits de l'homme a fonctionné de manière indépendante, bien que ce soit le gouvernement qui en nomme les dirigeants et qui lui attribue son budget. Elle se compose de membres de la société civile, des médias, de la communauté religieuse et du système judiciaire et a tenu sa première réunion pour élaborer un plan d'action pour la promotion et la protection des droits de l'homme en 2012. Au cours de l'année, elle a obtenu des locaux où elle a établi son siège, mais son financement est resté insuffisant pour en permettre l'opérationnalisation. Selon ses dirigeants, la commission s'est heurtée à des difficultés d'accès aux fonds du budget national qui lui sont alloués et ceci a limité son efficacité.

### **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

Bien que la Constitution et la loi interdisent la discrimination fondée sur l'origine nationale, la race, le sexe, le handicap, la langue ou la situation sociale, le gouvernement n'a pas fait appliquer ces dispositions uniformément. La Constitution et la loi n'interdisent pas la discrimination fondée sur l'orientation

sexuelle ou l'identité sexuelle.

### **Condition féminine**

Viol et violence conjugale : La loi criminalise le viol, qui est passible de peines de cinq à 10 ans de prison. Néanmoins, les poursuites judiciaires pour viol étaient rares. La loi ne traite pas du viol conjugal. Il n'existe pas de statistiques fiables sur la prévalence du viol, mais une ONG de plaidoyer en faveur des femmes estime que le phénomène est fréquent. Le viol est resté un sujet tabou et les femmes ont souvent choisi de ne pas le signaler par crainte de représailles ou par honte. Les victimes de viol n'avaient qu'un accès limité aux soins médicaux et à l'aide juridique limités.

Bien que la loi interdise la violence conjugale, une étude menée par une ONG au cours de l'année a révélé qu'elle était courante. Les peines encourues peuvent aller de deux mois à 15 ans de prison. Les femmes n'ont pratiquement jamais porté plainte auprès des autorités civiles ; le gouvernement a cependant assuré le fonctionnement d'un groupe de conseils psychosociaux pour fournir des appuis aux victimes de mauvais traitements. Au cours de l'année, une ONG a ouvert un centre d'aide aux victimes de violence conjugale et le gouvernement lui a accordé un certain soutien en nature. Du fait de l'activité du centre, la police est intervenue en réponse à certains incidents de violence conjugale.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi interdit les MGF/E. Certains rapports ont signalé que des femmes âgées de 18 ans et plus en ont été victimes (voir aussi la section 6, Enfants).

Harcèlement sexuel : Il n'y a pas de loi interdisant le harcèlement sexuel, qui constitue un problème courant. Des ONG ont signalé que le harcèlement sexuel à l'égard des femmes était généralisé dans les forces armées.

Droits génésiques : Le gouvernement a reconnu le droit fondamental des couples et des individus de décider librement du nombre de leurs enfants ainsi que de l'espacement de leur naissance et de disposer des informations et des moyens nécessaires pour ce faire sans s'exposer à la discrimination, à la coercition et à la violence. Selon l'Enquête démographique et de santé (EDS), 19 % des femmes mariées employaient une méthode de contraception moderne. Les dispensaires et les ONG locales actives dans le domaine de la santé ont procédé librement à la diffusion d'informations sur l'emploi des contraceptifs et sur la planification

familiale ; l'EDS estimait cependant que 27 % des femmes avaient un besoin non satisfait de services de planification familiale.

Le gouvernement garantit la gratuité des services d'accouchement, y inclus des soins prénatals et obstétriques. Des soins d'obstétrique et de santé génésique d'urgence étaient disponibles, notamment pour la gestion des complications liées à l'avortement. Bien que le taux de mortalité maternelle ait été indiqué comme étant de 240 décès pour 100 000 naissances vivantes, le Fonds des Nations Unies pour la Population a indiqué que 86 % des naissances avaient lieu avec l'assistance de personnel de santé qualifié et suggéré que le taux élevé de mortalité maternelle était lié à la qualité inadéquate des prestataires de soins de santé, au manque d'accès aux services de soins obstétriques et de planification familiale d'urgence et au taux élevé de grossesse chez les adolescentes. Le ministère de la Santé a suggéré que la pratique courante de ne pas demander de soins prénatals jouait également un rôle en la matière.

Discrimination : Bien qu'en général la loi ne fasse pas de distinction entre la situation juridique et les droits des femmes et des hommes, elle oblige une femme mariée à obtenir la permission de son mari pour se procurer un passeport et se rendre à l'étranger. Aucune loi spécifique ne prévoit un salaire égal pour un travail égal. Les femmes étaient propriétaires d'entreprises et de biens, participaient à la vie politique et travaillaient pour l'État et dans le secteur privé. Elles continuaient cependant de faire face à une discrimination sociétale considérable, notamment pour l'obtention de prêts et de crédit et, pour les femmes mariées, pour l'ouverture d'un compte en banque sans permission de leur mari et pour l'administration des avoirs communs du ménage, en particulier en milieu rural (voir la section 7.d.).

## **Enfants**

Enregistrement des naissances : La nationalité est conférée aux enfants par leurs parents et pas par la naissance dans le pays. L'un des parents au moins doit être citoyen pour transmettre la nationalité. L'inscription de toutes les naissances à l'état-civil est obligatoire, et les enfants n'ayant pas de certificat de naissance ne peuvent pas faire leurs études ni participer à la plupart des programmes financés par l'État.

De nombreuses mères n'ont pas pu obtenir de certificats de naissance pour leurs enfants en raison de leur résidence dans des zones isolées et reculées du pays ou d'un manque de compréhension de la loi. En partenariat avec le gouvernement, une

ONG a aidé 200 de ces enfants à se procurer un certificat de naissance au cours de l'année.

Éducation : Bien que l'éducation soit obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans et gratuite jusqu'à la fin des études secondaires, elle n'était souvent pas disponible au-delà de la sixième année en milieu rural. Les fournitures scolaires, notamment les uniformes, étaient à la charge des élèves. Le pays manquait de salles de classe et d'enseignants.

Maltraitance d'enfants : Il s'est produit des cas de maltraitance des enfants, mais la plupart n'ont pas été déclarés, en particulier quand ils se produisaient dans la famille. Lorsque de tels cas ont été signalés, les auteurs des faits allégués ont généralement été arrêtés par la police, mais l'inefficacité de l'appareil judiciaire s'est traduite par un important retard dans les décisions. Selon une étude réalisée en 2013 par Samba Mwanas, une ONG locale, les cas de maltraitance étaient courants.

Mariage précoce et forcé : L'âge du consentement sexuel et l'âge minimum du mariage est de 15 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons. Il était rare que des filles de moins de 18 ans se marient mais courant qu'elles vivent hors mariage avec des hommes.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi interdit les MGF/E, mais celles-ci étaient pratiquées, pense-t-on, dans les communautés non gabonaises originaires de l'Afrique de l'Ouest.

Autres pratiques traditionnelles néfastes : Des homicides rituels, principalement d'enfants, avec amputation de membres, de parties génitales ou d'autres organes, ont été commis et souvent sans répression. Cette pratique était motivée par la croyance selon laquelle certaines parties du corps accroissent certaines forces. Le sang a aussi été utilisé lors de rituels. Les albinos n'ont pas été visés.

L'Association de lutte contre les crimes rituels (ALCR), une ONG locale, a signalé 20 homicides rituels de janvier à octobre. Elle a estimé qu'il y avait probablement plus de victimes, mais qu'un grand nombre de ces crimes n'étaient soit pas déclarés, soit pas identifiés comme tels. Au cours de l'année, les autorités ont arrêté des suspects d'homicides rituels. En juin, un tribunal a jugé Jacques Bitsi coupable d'homicide dans une affaire liée à un crime rituel et l'a condamné à 22 ans de prison et à une amende de 50 millions de francs CFA (94 700 dollars É.-

U.) pour avoir tué Lena Marcelle et avoir mutilé sa dépouille en en prélevant le cœur et les poumons.

Au cours de l'année, un homme politique de l'opposition a accusé des responsables gouvernementaux d'être commanditaires de crimes rituels. Le Premier ministre Daniel Ona Ondo a répondu que le gouvernement organiserait une session judiciaire pénale spéciale pour juger des affaires d'homicides liés à des crimes rituels en instance. L'ALCR a organisé un atelier qui a émis des recommandations à l'intention des pouvoirs publics sur la façon de combattre les crimes rituels. Au nombre de ces recommandations figuraient l'addition du terme « crime rituel » au Code pénal, l'établissement d'une unité spécialisée de réponse aux crimes rituels et la formation de juges sur le traitement des dossiers en la matière. Le ministère des Droits de l'homme nouvellement établi a participé à l'atelier.

En 2012, un tribunal a condamné Aristide Pambo Moussounda à la prison à perpétuité pour le meurtre de Beverly Bilemba Mouenguela, une fillette de 12 ans qui a probablement été victime d'un homicide rituel. M. Moussounda a affirmé avoir tué la fillette à la demande de l'ancien sénateur Gabriel Eyéghé Ekomie. En juin 2013, les autorités ont arrêté M. Ekomie pour non comparution devant un juge après avoir reçu une sommation à comparaître pour répondre à des questions sur sa participation présumée au meurtre de la fillette. M. Ekomie a été détenu jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, puis il a été remis en liberté faute de preuves. Il est décédé plus tard dans l'année de causes naturelles.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit l'exploitation sexuelle commerciale des enfants et la pédopornographie. Les auteurs de ces crimes sont passibles de peines de prison allant de deux à cinq ans.

Certains enfants étaient livrés à la prostitution, mais le problème, selon les rapports, n'était pas très répandu. Il n'y a pas d'indications que le Gabon soit un pays de destination de tourisme sexuel impliquant des enfants.

La loi interdit les images obscènes et les photographies « allant à l'encontre de la morale de la société ». La possession de matériels pornographiques est passible de peines d'emprisonnement de six mois à un an et/ou d'amendes d'un maximum de 222 000 francs CFA (420 dollars É.-U.).

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays est signataire de la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour

de plus amples informations sur le respect de la Convention, veuillez consulter le rapport du Département d'État sur la question à l'adresse suivante : [travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport\\_4308.html](http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.html).

### **Antisémitisme**

Il n'y avait pas de communauté juive importante dans le pays et il n'a pas été fait état d'actes antisémites.

### **Traite des personnes**

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du Département d'État à l'adresse suivante [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

### **Personnes handicapées**

La loi interdit la discrimination envers les personnes porteuses de handicaps « physiques, mentaux, congénitaux et accidentels » et exige qu'elles aient accès aux bâtiments et aux services, notamment aux bureaux de vote pour autoriser leur participation aux élections. Toutefois, la plupart des édifices publics n'offraient pas un accès adéquat aux personnes handicapées. Dans le droit, les déficiences sensorielles sont assimilées aux handicaps congénitaux et « accidentels », mais le concept de handicap intellectuel n'est pas reconnu. La loi accorde aux personnes handicapées les droits à l'éducation, aux soins de santé et au transport, mais son application a été limitée et il n'y avait pas de programme visant à assurer l'accès de ces personnes aux bâtiments, à l'information et aux communications. Les enfants handicapés ont généralement été scolarisés à tous les niveaux, notamment dans les établissements d'enseignement ordinaires. Des établissements spécialisés dispensaient un enseignement à certains enfants porteurs de handicaps graves. L'accès des personnes handicapées aux transports aériens était assuré, mais pas aux services de transports terrestres.

Les personnes handicapées ont fait l'objet d'une discrimination sociétale et leurs possibilités d'emploi ainsi que les structures pour leur traitement médical étaient limitées (voir la section 7.d.). Elles se sont heurtées à des obstacles pour obtenir des emplois, par exemple, à des difficultés pour accéder aux bureaux des ressources humaines et y présenter des demandes d'emploi, du fait que les bâtiments n'étaient pas accessibles aux personnes handicapées. De même, l'inaccessibilité des autobus et des taxis a compliqué la recherche d'emploi pour

les personnes qui ne disposaient pas de leurs propres moyens de transport. Malgré ces difficultés, de nombreuses personnes handicapées travaillaient, certaines étant parvenues à la réussite professionnelle.

### **Peuples autochtones**

Les Babongo, les Baghama, les Baka, les Bakoya et les Barimba sont les premiers habitants connus du pays. Ils vivent encore en petits nombres dans de vastes zones de forêt ombrophile dans le nord-est du pays. La majorité des populations autochtones, toutefois, ont été réinstallés dans des communautés situées le long des grands axes routiers à la fin de l'époque coloniale et au début de la période qui a suivi l'indépendance. La loi leur confère les mêmes droits civils qu'aux autres citoyens, mais ils sont restés pour la plupart hors de la zone d'influence des autorités officielles et ont conservé leurs traditions, leurs communautés indépendantes et leurs structures décisionnelles locales. Ils ont souffert d'une discrimination sociétale ; ils vivaient souvent dans une extrême pauvreté, n'avaient pas facilement accès aux services publics et étaient en butte à une discrimination en matière d'emploi (voir la section 7.d.). Malgré leur égalité devant la loi, les peuples autochtones n'avaient guère de recours si les Bantous les maltrahaient. Il n'existait pas de programmes officiels ni de politiques spécifiques pour les aider.

### **Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation et l'identité sexuelles**

Bien que la loi ne criminalise par l'orientation sexuelle et ne limite pas la liberté d'expression ou de réunion pacifique des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), ces personnes n'ont pas cherché à organiser des événements publics LGBT au cours de l'année. Il n'y a pas eu de rapports signalant qu'elles auraient été la cible d'abus. Il n'existe pas de lois spécifiques contre la discrimination ou les crimes de haine, ni d'autres mécanismes de justice pénale conçus expressément pour appuyer les poursuites de crimes motivés par les préjugés à l'encontre de membres de la communauté LGBT. La discrimination à l'égard des LGBT constituait un problème et la plupart d'entre eux s'abstenaient de faire connaître leur statut, sauf entre personnes de confiance. La discrimination dans l'emploi et le logement constituait un problème, en particulier pour les LGBT ne cachant pas leur identité sexuelle (voir la section 7.d.). Ces personnes étaient souvent rejetées par les propriétaires de logements à louer. Il est probable que la stigmatisation ait été un facteur qui s'opposait à la déclaration des incidents.

## **Stigmatisation sociale liée au VIH-sida**

Des ONG locales ont signalé des cas de discrimination envers les personnes vivant avec le VIH-sida. Ces personnes se sont heurtées à des difficultés pour obtenir des prêts et pour trouver des emplois, du moins dans certains secteurs. Des ONG ont travaillé en collaboration étroite avec le ministère de la Santé pour combattre l'opprobre associé à cette maladie ainsi que pour freiner sa propagation.

## **Promotion d'actes de discrimination**

Certains hommes politiques de l'opposition ont émis des plaintes rhétoriques sur ce qu'ils considéraient comme un rôle excessif des étrangers et des ressortissants d'origine non gabonaise dans la politique du pays. En réponse, le président de la république s'est élevé contre la xénophobie dans une allocution à la nation prononcée en août.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit à la négociation collective**

La loi protège le droit des travailleurs de former des syndicats indépendants et d'y adhérer ainsi que de négocier collectivement. La loi leur confère également le droit de grève, en y imposant toutefois certaines limites. Les syndicats doivent être enregistrés auprès du gouvernement pour être reconnus officiellement, mais cet enregistrement s'est fait sans problème. La loi interdit la discrimination antisyndicale et exige des employeurs qu'ils réintègrent les travailleurs licenciés pour activités syndicales. Les grèves ne peuvent être lancées que sur préavis de huit jours et seulement lorsque l'arbitrage a échoué. Les employés du secteur public n'ont pas le droit de faire grève si cela risque de présenter des dangers pour la sécurité publique. La loi ne définit pas les secteurs des services essentiels dans lesquels il est interdit aux travailleurs de faire grève. La loi interdit au gouvernement d'agir contre les grévistes qui se sont conformés aux conditions relatives au préavis et à l'arbitrage et n'exclut aucun groupe de cette protection. Il n'existe pas de lois spéciales du travail ni d'exemptions des lois ordinaires du travail dans les deux zones franches d'exportation du pays.

Le gouvernement a généralement fait respecter les lois applicables. Les ressources disponibles pour protéger le droit de former des syndicats, le droit de négocier collectivement et le droit de faire grève étaient suffisantes. Les peines encourues en

cas de violations de ces droits étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Les procédures administratives et judiciaires ont parfois subi des retards.

Dans l'ensemble, la liberté d'association et le droit à la négociation collective ont été respectés dans la pratique et, en général, les syndicats étaient non seulement politiquement actifs et influents, mais également indépendants du gouvernement et des partis politiques. Certains syndicats ont été formés par des employeurs et contrôlés par eux. Les accords négociés par les syndicats s'appliquaient également aux travailleurs non syndiqués.

Les syndicats se sont plaints d'une réduction du dialogue avec le gouvernement. Au cours de l'année, les revendications présentées par le syndicat principal concernaient un relèvement du salaire minimum, le paiement de compléments de salaire aux travailleurs du secteur public et l'octroi du statut de travailleur à plein temps et des avantages sociaux aux travailleurs du secteur public engagés à titre préliminaire avec un salaire inférieur.

Il s'est produit des violations du droit du travail au cours de l'année. D'importants dirigeants syndicaux ont fait remarquer que la majorité de ces violations étaient dues à des licenciements injustifiés, parfois de travailleurs en grève, ce qui privait ceux-ci des prestations d'assurance et de la sécurité sociale.

Bien que la discrimination antisyndicale soit illégale, certains syndicalistes du secteur public comme du secteur privé se sont plaints d'une discrimination occasionnelle, notamment de l'inscription d'employés syndiqués sur une liste noire, de licenciements non motivés et de menaces envers des travailleurs qui se syndiquaient.

En juin 2013, la gendarmerie a arrêté le président du Syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon, Jean Robert Menié, pour troubles à l'ordre public, lors d'une grève lancée par ce syndicat pour protester contre les exactions de la police à l'encontre des chauffeurs de taxi. M. Menié a affirmé qu'il avait été mis en prison et battu par des officiers de la police ; la police a reconnu l'avoir détenu mais a nié l'avoir maltraité.

## **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

La loi interdit tout travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants. Le gouvernement n'a pas veillé à l'application stricte de la loi dans le cas des victimes

adultes. Il a fait respecter la loi plus activement pour lutter contre le travail forcé des enfants. Au cours de l'année, les autorités ont soustrait au moins 11 enfants à des situations de travail forcé et ont arrêté au moins deux personnes soupçonnées d'employer des victimes du travail forcé.

Les ressources, les inspections et les mesures correctives étaient insuffisantes. Le manque de véhicules, de fonds et de personnel suffisants a fait obstacle à la capacité des inspecteurs du travail d'enquêter sur les allégations de travail forcé. En outre, les inspecteurs ont éprouvé des difficultés à atteindre les exploitations agricoles commerciales familiales et les ménages privés en raison de l'insuffisance du réseau routier. Le gouvernement n'a pas renforcé l'autorité des inspecteurs du travail au cours de l'année. Les sanctions imposées aux auteurs de traite d'enfants, des peines de prison d'un maximum de 40 ans et des amendes pouvant atteindre 10 millions à 20 millions de francs CFA (18 940 à 37 880 dollars É.-U.), étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Des garçons victimes de la traite des personnes ont été forcés de travailler comme vendeurs de rue ou mécaniciens, ainsi que dans des boutiques d'objets artisanaux. Des garçons et des hommes ont subi le même sort pour être exploités dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et le secteur minier. Des filles et des femmes victimes de la traite des personnes ont été contraintes à la servitude domestique ou forcées de travailler comme vendeuses de marché ainsi que dans des restaurants ou exploitées dans le commerce du sexe. Ces travaux étaient très peu rémunérés et les heures de travail forcé très longues (voir la section 7.c.).

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du Département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

### **c. Interdiction du travail des enfants et âge d'admission à l'emploi**

La loi interdit d'employer des enfants de moins de 16 ans sans le consentement explicite des ministères du Travail, de l'Éducation et de la Santé publique. Les sanctions pour infraction aux dispositions relatives à l'âge minimum du travail consistent en des amendes de 290 000 à 480 000 francs CFA (550 à 910 dollars É.-U.) et des peines de prison allant jusqu'à deux ans. Ces sanctions étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Les autorités ont veillé à une application rigoureuse des dispositions relatives à l'âge minimum du travail dans le secteur formel, mais pas dans le secteur informel,

en raison principalement de l'insuffisance des moyens d'inspection. Une étude de juin 2013 a indiqué que les enfants des rues exerçaient une large gamme de métiers dans le secteur informel, notamment dans le petit commerce et les travaux manuels.

Le travail des enfants constituait un problème. Les enfants non gabonais étaient plus susceptibles que les enfants de citoyens gabonais de travailler dans les secteurs informels ou illégaux de l'économie où les lois relatives au travail des enfants étaient rarement appliquées. Un nombre inconnu d'enfants, en majorité étrangers, travaillaient dans les marchés ou comme domestiques, beaucoup d'entre eux étant des victimes de la traite des enfants (voir la section 7.b.). Des enfants gabonais, en particulier des enfants des rues, travaillaient également dans le secteur informel.

Les enfants qui travaillaient n'étaient généralement pas scolarisés, recevaient peu de soins médicaux et étaient souvent exploités par leur employeur ou leur famille d'accueil. Pour tenter de remédier à ce problème, la police a souvent imposé des amendes aux parents d'enfants non scolarisés. Les lois interdisant le travail des enfants s'appliquaient à ces enfants, mais les infractions n'étaient souvent pas signalées à l'attention des autorités.

Le ministère de la Justice est chargé de la mise en application et de l'exécution des lois et des règlements relatifs au travail des enfants. Les inspecteurs du travail sont responsables de recevoir les plaintes sur le travail des enfants, d'enquêter et d'y donner suite. Les ressources et les inspections étaient limitées.

Des équipes d'inspecteurs du travail ont également été envoyées dans l'intérieur du pays pour tenir des réunions sur le travail des enfants à la maison et pour encourager les gens à signaler les cas de servitude domestique d'enfants.

Veillez consulter les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du Département du Travail à l'adresse suivante : [www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/](http://www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/).

#### **d. Discrimination relative à l'emploi ou à la profession**

Le Code du travail interdit la discrimination en matière d'emploi et de conditions de travail fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale ou le statut social. Il n'y a pas de loi spécifique exigeant un

salaire égal à travail égal. Le gouvernement n'a pas fait respecter ces dispositions de manière efficace, par exemple en ce qui concerne la discrimination relative à l'emploi à l'encontre des populations autochtones. Les autochtones, les personnes vivant avec le VIH-sida et les personnes LGBT ont été victimes de discrimination dans le domaine de l'emploi. Certains employeurs ont choisi de ne pas embaucher des personnes dont ils savaient qu'elles étaient infectées par le VIH-sida ou qu'elles étaient lesbiennes, gays, bisexuelles ou transgenres. Des rapports ont fait état d'une exploitation du travail d'autochtones par leurs voisins bantous qui les payaient considérablement moins que le salaire minimum.

#### **e. Conditions de travail acceptables**

Le salaire minimum national était fixé à 150 000 francs CFA (285 dollars É.-U.) par mois. Les fonctionnaires de l'État percevaient une allocation mensuelle supplémentaire de 20 000 francs CFA (38 dollars É.-U.) par enfant et bénéficiaient également d'aides financières pour les transports, le logement et la famille. Il n'y avait pas de salaire minimum dans le secteur informel. Un rapport de décembre 2013 sur la pauvreté, commandité par le gouvernement, fixait le seuil de pauvreté monétaire à 80 000 francs CFA (152 dollars É.-U.) par mois par famille.

Le code du travail fixe la durée de la semaine de travail à 40 heures avec une période de repos minimum de 48 heures consécutives. La loi prévoit aussi des congés annuels payés. Les employeurs doivent rémunérer les employés qui font des heures supplémentaires, ainsi qu'il est déterminé par des conventions collectives ou par les règlements de l'État. Selon la loi, la durée journalière des heures supplémentaires obligatoires peut s'étendre de 30 minutes à deux heures pour effectuer des travaux préparatoires et complémentaires, qui sont précisés, notamment le travail nécessaire au démarrage des machines en usine ou la supervision du lieu de travail. Elle peut également l'être pour des travaux urgents pour prévenir les accidents ou pour réparer les dégâts causés par des accidents. Les limites de la durée de travail journalière ne s'appliquent pas aux établissements où le travail est effectué en continu ni à ceux qui fournissent des services de commerce de détail, de transport et de débardage, aux hôtels et à la restauration, à l'entretien ménager, aux services de sécurité, aux établissements médicaux, aux travaux domestiques et à la presse.

Le ministère de la Santé établit les normes relatives à la santé et à la sécurité du travail. Le ministère du Travail est chargé d'appliquer les normes relatives au salaire minimum, aux heures supplémentaires et à la santé et à la sécurité dans le

secteur formel. Les employeurs ont généralement respecté les normes relatives au salaire minimum. Les travailleurs employés dans le secteur formel peuvent déposer des plaintes concernant les heures supplémentaires ou les normes de santé et sécurité du travail, et les inspecteurs du travail ont enquêté sur ces plaintes. Le gouvernement a imposé diverses amendes pour réprimer les infractions, ce qui a eu un effet dissuasif.

Le gouvernement n'a pas appliqué les dispositions du Code du travail dans les secteurs où la majorité de la main-d'œuvre était étrangère, tels que le secteur minier et la filière bois. Les employeurs ont obligé les travailleurs étrangers, avec ou sans papiers, à travailler dans des conditions inférieures aux normes, les ont licenciés sans préavis ni recours et les ont souvent maltraités physiquement. Ils ont fréquemment rémunéré les étrangers à des tarifs inférieurs et leur ont imposé de plus longues heures de travail, en les embauchant souvent pour des emplois occasionnels de courte durée pour éviter de devoir payer des impôts, verser des contributions à la sécurité sociale et s'acquitter d'autres charges.

Dans le secteur formel, les travailleurs peuvent se soustraire aux conditions de travail dangereuses pour leur santé ou leur sécurité sans crainte de perdre leur emploi et les autorités ont, de fait, protégé les travailleurs du secteur formel se trouvant dans de telles situations.